

**Avenant n° 1 du 16 octobre 2025**  
à l'accord de branche du 20 mars 2025  
relatif à la mise en place d'un compte épargne-temps

NOR : ASET2550920M

IDCC : 2205

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CSN ;**

**SNN ;**

**UNNE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UNSA ;**

**CFTC CSFV ;**

**FS CFDT ;**

**SNCTN CGC ;**

**FGCEN FO,**

d'autre part,

## Préambule

L'accord de branche du 20 mars 2025 relatif à la mise en place d'un compte épargne-temps dans les offices notariaux permet, aux employeurs qui le souhaitent, de mettre en place ce dispositif de manière sécurisée et propose un modèle d'accord d'entreprise qui répond aux obligations légales pour les aider dans cette procédure.

Afin de clarifier l'application de cet accord, les partenaires sociaux ont souhaité préciser son champ d'application.

Ceci étant exposé, les partenaires sociaux sont convenus de ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> | Insertion d'un article**

Un article préliminaire, à la suite du préambule, dénommé « Champ d'application de l'accord » est inséré à l'accord de branche du 20 mars 2025 relatif à la mise en place d'un compte épargne-temps dans les offices notariaux :

### **« Article préliminaire | Champ d'application de l'accord**

Le champ d'application du présent accord est celui défini par l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale du notariat. »

## **Article 2 | Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés**

Les partenaires sociaux ont considéré que cet avenant n'avait pas à comporter de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés de la branche, dans la mesure où ce sujet nécessite d'être traité de manière uniforme au sein du notariat, quelle que soit la taille des entreprises. Ce choix se justifie d'autant plus que la branche du notariat est composée très majoritairement d'entreprises de moins de cinquante salariés.

## **Article 3 | Date d'entrée en vigueur**

Le présent avenant entrera en vigueur au jour de sa signature.

## **Article 4 | Révision et dénonciation**

L'avenant pourra être révisé dans les conditions prévues par les articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail en respectant un délai de préavis de 3 mois.

## **Article 5 | Publicité, dépôt et extension de l'avenant**

L'avenant sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il pourra être soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L. 2261-24 et suivants du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

*Fait à Paris, le 16 octobre 2025.*

(Suivent les signatures.)